

# LE LIBERTAIRE

ORGANE DE LA FEDERATION ANARCHISTE

Cinquante-septième année. → N° 308

VENDREDI 28 MARS 1952

LE NUMERO : 20 francs

Fondé en 1895 par Louise MICHEL et Sébastien FAURE

« INTERNATIONALE  
ANARCHISTE »

## LA BAISSE ILLUSOIRE

**M**ALGRE la baisse, le public ne se précipite pas dans les magasins. C'est que les acheteurs sont suffisamment avertis, dans l'ensemble, pour ne point se laisser prendre à la politique gouvernementale et à celle des commerçants qui inquiète la ménage, partout effective dans le monde. C'est aussi que le pouvoir d'achat n'est pas en mesure de répondre à l'offre des marchands. Les chaussures, les vêtements et tous les produits essentiels sont toujours aussi chers. Avec son maigre salaire le travailleur ne peut faire de folies !

De leur côté les fabricants ont plu-tôt l'air de se faire tirer l'oreille pour baisser leurs prix. Et si quelques détaillants font parfois un effort, les volontaires sont plus rares du côté des grossistes. La baisse est loin d'être un succès à part la baisse saisonnière qui s'exerce chaque année sur les œufs, les primeurs et les produits laitiers, en mars et avril, baisse naturelle celle-là.

On comprendra que devant ces pâtres tristes le monde du travail n'ait pas lâché la proie pour l'ombre et maintienne ses légitimes revendications. On comprendra que si l'échelle mobile et la révision immédiate du salaire garanti figurent au rang des derniers soucis du Pinay de service, elles restent les exigences principales des travailleurs syndiqués et inorganisés.

Ce n'est pas une réduction de 14 francs sur le savon ou une ristourne de 5 % sur le fil à tricoter qui fera changer d'avis les salariés.

On comprendra que les travailleurs en chômage continuent à demander le droit de vivre et de travailler, que les accidents du travail continuent à réclamer que cessent les cadences infernales et que les grévistes continuent à défendre leurs droits.

La baisse des deux francs sur le kilo de patates ou celle de trente francs sur le camembert n'entraîne pas la baisse de la combativité ouvrière. Et c'est bien ainsi. Car le patronat n'a pas encore entrepris la baisse de ses bénéfices scandaleux et l'Etat n'a pas encore fait baisser le monstrueux budget de guerre. Quant à la réaction bourgeoisée elle est toujours à la hache !

Alors pas de répit ! LIB  
Pas d'amnistie !

3.698 MILLIARDS : BUDGET 1952

## Pour la guerre : 1.382 milliards

**L**É Secrétaire d'Etat au Budget vient de donner le détail des dépenses de l'Etat pour 1952 que nous énumérons ci-dessous :

LES DEFENSES BUDGETAIRES PAR FONCTION

Classées par fonction, les dépenses budgétaires s'énumèrent de la façon suivante :

1.382 milliards pour la Défense nationale ; 413 pour la Reconstruction et la Construction ; 148 pour les Anciens Combattants ; 327 pour les Travaux publics, Transports et Communications ; 301 pour l'Education et la Culture ; 224 pour le Commerce, l'Industrie, l'Energie ; 101 pour les Finances et les Affaires Economiques ; 456 pour l'Outre-Mer ; 42 pour la Dette publique ; 98 pour l'Administration générale et la Police ; 94 pour les Comptes spéciaux ; 90 pour l'Agriculture ; 60 pour la Santé publique, Assistance et Prévoyance ; 42 pour le Travail, main-d'œuvre et Sécurité Sociale ; 23 pour les Affaires étrangères ; 22 pour les Pouvoirs publics ; 12 Divers ; 9 pour les Pouvoirs publics et le Gouvernement.

3.698 milliards au total.

Le budget 1952 s'est encore gonflé par rapport à 1951. La préparation aux immolations sur l'autel de la Patrie englobe à elle seule 37 0/0 environ du budget général, alors que l'Education et la Culture n'en représente que 8 0/0, et la Santé publique 1,6 0/0. L'administration générale et la Police sont plus favorisées que celles de l'Etat avec 2,6 0/0.

Moch pourra réveiller au pouvoir ou tout - quanti, les matraqueurs, les tueurs, les « accoucheurs » d'aveux à tout prix, sont étant bien payés à la dévotion de l'Etat quelque soit le ministre.

Dame Thémis passe aussi à la caisse pour l'ordre de 22 milliards. La magistrature est aux ordres dans la position du tueur couché. Il y a encore des affaires Marie Poupart dans l'air. Le plus gros morceau c'est incontesté la défense nationale, les frontières sont un peu éloignées. Par exemple, l'Indochine située à 10.000 km. Et bien là-bas, c'est la France, la leur, pas la nôtre, mais c'est nous qui payons les pots cassés, l'impôt du sang. Une trentaine de milliers français jonchent le sol pour la plus

## APRÈS L'EXÉCUTION DE NOS CINQ CAMARADES DE BARCELONE

## La protestation s'amplifie

MEXICO. — Le 20 mars grandiose manifestation avec la participation d'orateurs en exil de plusieurs républiques sud-américaines.

TEL AVIV. — Distributions de tracts, manifestations d'étudiants.

JERUSALEM. — Manifestation devant la légation franquiste.

ROME. — Protestation, distributions de tracts.

NIMES. — Meeting, le 6 mars, à la grande salle des Fêtes du Foyer Commun, avec la participation de notre camarade Lapeyre, et la Confédération Nationale du Travail Française, l'Union Départementale de la Confédération Générale du Travail Force Ouvrière du Gard, les Hommes de la Pensée Libre, le Syndicat des Instituteurs Autonomes, la Ligue des Droits de l'Homme et du Citoyen.

ST-ETIENNE. — Dimanche 23, plus de 500 travailleurs se sont réunis à la Bourse du Travail et aux abords pour manifester contre l'assassinat de nos cinq camarades.

Participaient à l'organisation du meeting : les syndicats de la C.N.T., de

### Les gaspillages de l'Etat

Naguère, un ministre des Finances reconnaissait devant la Chambre que sur vingt-sept impôts en vigueur, vingt-quatre ne rapportaient rien du tout à l'Etat.

Et comme on lui demandait :

— Pourquoi ne les supprimez-vous ?

— Parce qu'ils font vivre, confessait-il, 40.000 fonctionnaires.

On voit, aujourd'hui, une somme de 160 millions inscrite au budget pour aider les industriels et les commerçants participant aux Expositions internationales. Or...

Or, un commissaire des Finances a voulu avoir des précisions sur l'emploi de cette somme...

Voici celles qu'il a obtenues :

— Les industriels et commerçants n'ont reçu, l'an dernier, que vingt millions...

— Et les 140 autres ?

— Mais ils ont servi à payer le personnel chargé d'attribuer et de distribuer les 20 millions !

Qu'on vienne nous raconter, après cela, qu'il n'y a pas, sérieusement d'économies possibles !

F.O., de la C.F.T.C., le Syndicat Autonome des Instituteurs.

Après que le délégué de chaque organisation ait apporté l'expression de la solidarité des travailleurs qu'il représentait (notons en particulier la très belle intervention du camarade Frank, des Instituteurs), le président de séance, Duperray, lut les nombreux messages de sympathie parvenus de tout le département de la Loire et céda la parole au camarade Fontenot qui célébra l'héroïsme des militants de la C.N.T. et de la F.A.I., montrant que leur lutte, en dehors des deux blocs impérialistes, montait la voie à suivre à tous les travailleurs du monde.

Puis, avant de se disperser, l'assemblée à l'appel de Duperray observa, debout et bouleversée d'émotion une minute de recueillement à la mémoire de nos cinq martyrs.

NY-YORK. — Le mardi 25 mars, à Freedom House, avec les représentants de toutes les organisations syndicales et des Espagnols exilés.

LONDRES. — Le jeudi 27 mars, à Memorial Hall, organisé par « Freedom Press », avec Fenner Brockway et Herbert Read.

LYON. — Vendredi 28 mars à la salle des Sociétés Industrielles, à 20 h. 30. Orateur : Fontenot.

PARIS. — Meeting organisé salle Wagram, par les « Amis de la République Espagnole », le mardi 25 mars 1952.

GRENOBLE. — Le 8 mars, manifestation de rues avec distribution de tracts.

## COUP D'ŒIL SUR LE MAROC

DANS une lettre à Vincent Au-riol, le sultan du Maroc vient de demander la révision du traité de protectorat. Allal el Fassi, chef de l'Istiqlal, parti de l'Indépendance, n'est, dit-on, pas étranger à la décision de Sa Majesté chérifienne, non plus que la Ligue arabe.

Au Maroc, comme en Tunisie, les nationalistes musulmans visent à l'émancipation du pays. Mais avec moins de violence, l'idée de nation étant moins forte chez les Marocains que chez les Tunisiens.

L'Istiqlal d'ailleurs ne ressemble en rien au Néo-Destour et il n'a pas, comme ce dernier, l'appui d'une U.G.T.T. organisée et puissante rassemblant l'ensemble des travailleurs tunisiens. Les dirigeants nationalistes marocains et tunisiens sont eux aussi très différents. Un Ahmed Belafrej, secrétaire général de l'Istiqlal, n'a rien de commun avec le leader du Néo-Destour, Bourguiba. Les chefs de l'Istiqlal sont de gros et riches commerçants, des hommes d'affaires après au gain. On ne conçoit pas que le prolétariat marocain puisse se donner de tels dirigeants. De fait, le « front national » marocain ne comprend que 120.000 membres, appartenant aux classes moyennes, sur une population de neuf millions d'habitants. Le sultan lui-même, retiré dans ses palais, à Casablanca ou à Rabat, est très éloigné d'être un objet de vénération. Les millions que les pachas versent au sultan Sidi Mohammed proviennent de la sueur des boursouf au même titre que la richesse des industriels européens établis dans les grandes villes marocaines.

Si, en Tunisie, le nationaliste est souvent ouvrier, au Maroc, il est toujours bourgeois.

Le travailleur des mines de plomb de Zeldja, celui des pétroles ou celui des phosphates sait que l'indépendance du Maroc ne changera pas son sort. Le patron marocain n'est pas moins exigeant que le patron français, suisse ou belge ou américain. Avec l'un comme avec les autres, il est condamné à loger dans des bidonvilles infects et à manger juste assez pour échapper aux écuries de l'Etat.

Cela durera encore combien de temps ? Jusqu'au jour où tous les exploitants, tous les futurs assassins voudront, dans un élan général, abattre l'Etat et ses royaux corcifits.

Le salut, la libération des ouvriers est à ce prix.

R. GERARD.

grande gloire des étoilés, pour le plus grand profit de la finance. En fait, ils ne veulent pas l'abandonner, l'Indochine.

Que penser du récent compromis de Letourneau en faveur ? Ça ne lui coûte rien de soutenir le moral, M. le Ministre se rend à Hanoi, si ça commence à sentir le brûlé, on reprend vite l'avion et on fait au retour une rassurante déclaration. Maurice Schumann (le parachutiste) à des émules dans son parti.

Cela durera encore combien de temps ? Jusqu'au jour où tous les exploitants, tous les futurs assassins voudront, dans un élan général, abattre l'Etat et ses royaux corcifits.

Le salut, la libération des ouvriers est à ce prix.

R. GERARD.

Le Film de la Semaine

FRANCE

Échec de négociations de salaires dans le textile.

Les exportations françaises de produits sidérurgiques sont en perte de vitesse.

Pinay reçoit les métallurgistes lors et leur déclare : « Il ne convient pas pour le moment d'augmenter les salaires. »

Jean Deshayes, condamné à dix ans pour un crime qu'il n'avait pas commis est enfin libéré.

ALLEMAGNE

Les social-démocrates et les libéraux reprochent au chancelier Adenauer d'avoir reconnu de facto l'autonomie sarroise.

MAROC

Le sultan du Maroc demande la révision du traité de protectorat et réclame la constitution d'un gouvernement chargé de négocier.

U.S.A.

Le roi Farouk signe le décret de dissolution de la chambre des députés.

— Reprise des conversations anglo-égyptiennes au Caire.

TUNISIE

Le Hauteclerc, résident général à Tunis, demande audience au Bey pour lui faire part des nouvelles conditions de reprise des négociations faites par l'Orignal du 16 mai.

Eisenhower représente peut-être pour les foules américaines l'homme de devoir éloigné des intrigues de politiciens professionnels. Il a su donner un masque après avoir pris la tête de recteur d'université. Sur le plan social, sa politique ne peut rien modifier à l'avantage des salariés. L'épreuve de force des syndicats (A.F.L., C.I.O., I.W.W.) devra se montrer plus efficace contre l'Administration.

Sur le plan international, c'est la continuation de la politique Truman-Acheson sur tous les plans litigieux du globe.

Sur la demande du Cabinet égyptien,

— L'indice du coût de la vie aurait baissé de 0,6 %.

ZINOPOLUS.

## Le crime de Melun

## CRIME DE GUERRE

Il y a eu crime, mais crime de guerre. L'assassiné de Melun est la victime du capitalisme américain, du gouvernement trahis et de Staline.

Ce crime, c'est la conséquence du climat de haine préparé et entretenu par les deux blocs impérialistes pour le prochain conflit. Ce crime c'est le résultat de l'expansion des armées impérialistes à travers le monde pour établir des bases stratégiques et économiques.

Ce crime, il a lieu en Indochine, en Tunisie, au Maroc, à Madagascar, en Afrique noire, en Egypte, en Allemagne orientale, en Tchécoslovaquie, en Bulgarie, en Grèce.

Ce crime, il a lieu partout où est installé l'imperialisme américain, russe, français ou anglais.

Cet « incident » de Melun, par les commentaires politiques de tous les partis, justifie à nouveau la position 3<sup>e</sup> Front. « Contre Truman sans être pour Staline, contre Staline sans être pour Truman » prise par notre Fédération Anarchiste et qu'elle propose au prolétariat du monde entier.

Dénoncer et inviter le peuple à manifester contre la présence d'éléments de l'armée U.S. en France, qui concrétisent la politique et les menaces de guerre, engendrant les privations et la répression contre la classe ouvrière, a été le premier devoir de notre organisation par la voix de son « Libertaire ».

Ce combat à l'intérieur de notre pays était imposé par l'installation de bases militaires par l'imperialisme américain. Le combat 3<sup>e</sup> Front révélait son premier aspect : Contre Truman sans être pour Staline.

L'invitation à tous les peuples d'accepter notre position révolutionnaire permettant l'affermance des deux aspects suivant les pays et les circonstances politiques, impose continuellement au prolétariat international à se retrouver sur le même front de lutte pour la révolution mondiale.

Aux travailleurs de ce pays d'intensifier ce combat contre Truman dans une volonté d'indépendance face à l'égard du P.C.F. pour retrouver la liaison avec nos camarades Bulgares et Ukrainiens qui secouent le joug de Staline sans être pour Truman.

René LUSTRE.

## Le Congrès des « Indépendants »

Ainsi, la présence d'un Pinay au gouvernement a été l'élément moteur de cette réunion.

Toute la gent conservatrice et réactionnaire de ce pays croit que le moment est venu où il lui est permis de reprendre ses privilégiées par l'abolition des conquêtes sociales de la classe ouvrière le veut.

Il est triste de constater qu'elle a été facilitée dans sa renaissance par l'attitude des mauvais bergers du prolétariat. Ceux-ci ayant détourné la classe ouvrière de la lutte de classes, de ses objectifs propres.

Ces journées d'études, où s'est déroulé le minuscule Paul Reynaud, l'homme du recours — à Pétain, poursuivant inlassablement de sa haine toutes les conquêtes ouvrières, ont abouti au vote de différentes motions économiques, politiques et financières. Elles sont le reflet exact du programme Pinay.

La quintessence de ces motions est l'absolution des fraudeurs fiscaux, entendons par là, de tous ceux qui en

# SPORT ET MUSIQUE MILITAIRE...

AVEZ-VOUS écouté la « Radio » vendredi dernier, vers 19 heures ? Dommage ! Vous auriez vu l'occasion de vous délecter quelques instants avec l'émission « Soldats de la Terre ». La R. D. F. a envoyé son speaker à Antibes, où se trouve le merveilleux « Collège du Soldat », du moins c'est le nom qu'il lui donnent.

Le reportage — certainement pour plus de facilité — a été commenté devant maquette, c'est tellement plus pratique !

Le temps d'engagement a été réduit à deux ans au lieu de trois. On n'attrape pas les mouches avec du vinaigre.

Mais ne croyez pas que vous trouvez là une vie de caserne. Non, vous vous voudrez, fini le vieux temps, fini les adjuvants-flics, les corvées, la tôle, cela n'est plus, on modernise !...

Un véritable paradis, quoi !

La preuve ? Le commandant a dit au reporter que l'on pratiquait surtout le sport à Antibes, sport de combat, bien entendu, lutte, boxe, judo — où l'on apprend certainement comment poignarder un homme par derrière et comment lui crever les yeux à l'aide des pouces !

L'été, rajoute le commandant, puisque « nous » avons la mer, « nous » faisons de la natation. Un peu spéciale, il est vrai, puisque les hommes s'entraînent surtout aux manœuvres de débarquement.

Puis, gentiment, « ils » se sont dirigés vers le foyer du soldat. Superbe bungalow admirablement décoré avec son bar, ses poteries provençales, sa belle vue sur la mer, et à l'intérieur du bungalow les soldats. Les soldats, ou plutôt les athlètes que le speaker va interviewer :

« Dites donc, vous vous êtes engagé

pour combien de temps et pourquoi ? »

« Je demande précise. Que va-t-il répondre ?

« Moi, je me suis engagé pour deux ans, et... et pour pratiquer notre sport favori. »

« Nom de Dieu ! Il fut un temps où l'on s'engageait pour autre chose que s'amuser ou faire du sport. Pauvre France !

« Vous trouvez le temps de travailler quand même ?

« Ben oui, nous avons quelques heures de liberté par jour. »

« Pauvre France ! Il fut un temps où l'on s'engageait pour autre chose que s'amuser ou faire du sport. Pauvre France !

« Vous trouvez le temps de travailler quand même ?

« Ben oui, nous avons quelques heures de liberté par jour. »

« Pauvre France ! Il fut un temps où l'on s'engageait pour autre chose que s'amuser ou faire du sport. Pauvre France !

« Vous trouvez le temps de travailler quand même ?

« Ben oui, nous avons quelques heures de liberté par jour. »

« Pauvre France ! Il fut un temps où l'on s'engageait pour autre chose que s'amuser ou faire du sport. Pauvre France !

« Vous trouvez le temps de travailler quand même ?

« Ben oui, nous avons quelques heures de liberté par jour. »

« Pauvre France ! Il fut un temps où l'on s'engageait pour autre chose que s'amuser ou faire du sport. Pauvre France !

« Vous trouvez le temps de travailler quand même ?

« Ben oui, nous avons quelques heures de liberté par jour. »

« Pauvre France ! Il fut un temps où l'on s'engageait pour autre chose que s'amuser ou faire du sport. Pauvre France !

« Vous trouvez le temps de travailler quand même ?

« Ben oui, nous avons quelques heures de liberté par jour. »

« Pauvre France ! Il fut un temps où l'on s'engageait pour autre chose que s'amuser ou faire du sport. Pauvre France !

« Vous trouvez le temps de travailler quand même ?

« Ben oui, nous avons quelques heures de liberté par jour. »

« Pauvre France ! Il fut un temps où l'on s'engageait pour autre chose que s'amuser ou faire du sport. Pauvre France !

« Vous trouvez le temps de travailler quand même ?

« Ben oui, nous avons quelques heures de liberté par jour. »

« Pauvre France ! Il fut un temps où l'on s'engageait pour autre chose que s'amuser ou faire du sport. Pauvre France !

« Vous trouvez le temps de travailler quand même ?

« Ben oui, nous avons quelques heures de liberté par jour. »

« Pauvre France ! Il fut un temps où l'on s'engageait pour autre chose que s'amuser ou faire du sport. Pauvre France !

« Vous trouvez le temps de travailler quand même ?

« Ben oui, nous avons quelques heures de liberté par jour. »

« Pauvre France ! Il fut un temps où l'on s'engageait pour autre chose que s'amuser ou faire du sport. Pauvre France !

« Vous trouvez le temps de travailler quand même ?

« Ben oui, nous avons quelques heures de liberté par jour. »

« Pauvre France ! Il fut un temps où l'on s'engageait pour autre chose que s'amuser ou faire du sport. Pauvre France !

« Vous trouvez le temps de travailler quand même ?

« Ben oui, nous avons quelques heures de liberté par jour. »

« Pauvre France ! Il fut un temps où l'on s'engageait pour autre chose que s'amuser ou faire du sport. Pauvre France !

« Vous trouvez le temps de travailler quand même ?

« Ben oui, nous avons quelques heures de liberté par jour. »

« Pauvre France ! Il fut un temps où l'on s'engageait pour autre chose que s'amuser ou faire du sport. Pauvre France !

« Vous trouvez le temps de travailler quand même ?

« Ben oui, nous avons quelques heures de liberté par jour. »

« Pauvre France ! Il fut un temps où l'on s'engageait pour autre chose que s'amuser ou faire du sport. Pauvre France !

« Vous trouvez le temps de travailler quand même ?

« Ben oui, nous avons quelques heures de liberté par jour. »

« Pauvre France ! Il fut un temps où l'on s'engageait pour autre chose que s'amuser ou faire du sport. Pauvre France !

« Vous trouvez le temps de travailler quand même ?

« Ben oui, nous avons quelques heures de liberté par jour. »

« Pauvre France ! Il fut un temps où l'on s'engageait pour autre chose que s'amuser ou faire du sport. Pauvre France !

« Vous trouvez le temps de travailler quand même ?

« Ben oui, nous avons quelques heures de liberté par jour. »

« Pauvre France ! Il fut un temps où l'on s'engageait pour autre chose que s'amuser ou faire du sport. Pauvre France !

« Vous trouvez le temps de travailler quand même ?

« Ben oui, nous avons quelques heures de liberté par jour. »

« Pauvre France ! Il fut un temps où l'on s'engageait pour autre chose que s'amuser ou faire du sport. Pauvre France !

« Vous trouvez le temps de travailler quand même ?

« Ben oui, nous avons quelques heures de liberté par jour. »

« Pauvre France ! Il fut un temps où l'on s'engageait pour autre chose que s'amuser ou faire du sport. Pauvre France !

« Vous trouvez le temps de travailler quand même ?

« Ben oui, nous avons quelques heures de liberté par jour. »

« Pauvre France ! Il fut un temps où l'on s'engageait pour autre chose que s'amuser ou faire du sport. Pauvre France !

« Vous trouvez le temps de travailler quand même ?

« Ben oui, nous avons quelques heures de liberté par jour. »

« Pauvre France ! Il fut un temps où l'on s'engageait pour autre chose que s'amuser ou faire du sport. Pauvre France !

« Vous trouvez le temps de travailler quand même ?

« Ben oui, nous avons quelques heures de liberté par jour. »

« Pauvre France ! Il fut un temps où l'on s'engageait pour autre chose que s'amuser ou faire du sport. Pauvre France !

« Vous trouvez le temps de travailler quand même ?

« Ben oui, nous avons quelques heures de liberté par jour. »

« Pauvre France ! Il fut un temps où l'on s'engageait pour autre chose que s'amuser ou faire du sport. Pauvre France !

« Vous trouvez le temps de travailler quand même ?

« Ben oui, nous avons quelques heures de liberté par jour. »

« Pauvre France ! Il fut un temps où l'on s'engageait pour autre chose que s'amuser ou faire du sport. Pauvre France !

« Vous trouvez le temps de travailler quand même ?

« Ben oui, nous avons quelques heures de liberté par jour. »

« Pauvre France ! Il fut un temps où l'on s'engageait pour autre chose que s'amuser ou faire du sport. Pauvre France !

« Vous trouvez le temps de travailler quand même ?

« Ben oui, nous avons quelques heures de liberté par jour. »

« Pauvre France ! Il fut un temps où l'on s'engageait pour autre chose que s'amuser ou faire du sport. Pauvre France !

« Vous trouvez le temps de travailler quand même ?

« Ben oui, nous avons quelques heures de liberté par jour. »

« Pauvre France ! Il fut un temps où l'on s'engageait pour autre chose que s'amuser ou faire du sport. Pauvre France !

« Vous trouvez le temps de travailler quand même ?

« Ben oui, nous avons quelques heures de liberté par jour. »

« Pauvre France ! Il fut un temps où l'on s'engageait pour autre chose que s'amuser ou faire du sport. Pauvre France !

« Vous trouvez le temps de travailler quand même ?

« Ben oui, nous avons quelques heures de liberté par jour. »

« Pauvre France ! Il fut un temps où l'on s'engageait pour autre chose que s'amuser ou faire du sport. Pauvre France !

« Vous trouvez le temps de travailler quand même ?

« Ben oui, nous avons quelques heures de liberté par jour. »

« Pauvre France ! Il fut un temps où l'on s'engageait pour autre chose que s'amuser ou faire du sport. Pauvre France !

« Vous trouvez le temps de travailler quand même ?

« Ben oui, nous avons quelques heures de liberté par jour. »

« Pauvre France ! Il fut un temps où l'on s'engageait pour autre chose que s'amuser ou faire du sport. Pauvre France !

« Vous trouvez le temps de travailler quand même ?

« Ben oui, nous avons quelques heures de liberté par jour. »

« Pauvre France ! Il fut un temps où l'on s'engageait pour autre chose que s'amuser ou faire du sport. Pauvre France !

« Vous trouvez le temps de travailler quand même ?

« Ben oui, nous avons quelques heures de liberté par jour. »

« Pauvre France ! Il fut un temps où l'on s'engageait pour autre chose que s'amuser ou faire du sport. Pauvre France !

« Vous trouvez le temps de travailler quand même ?

« Ben oui, nous avons quelques heures de liberté par jour. »

« Pauvre France ! Il fut un temps où l'on s'engageait pour autre chose que s'amuser ou faire du sport. Pauvre France !

« Vous trouvez le temps de travailler quand même ?

« Ben oui, nous avons quelques heures de liberté par jour. »

« Pauvre France ! Il fut un temps où l'on s'engageait pour autre chose que s'amuser ou faire du sport. Pauvre France !

« Vous trouvez le temps de travailler quand même ?

« Ben oui, nous avons quelques heures de liberté par jour. »

« Pauvre France ! Il fut un temps où l'on s'engageait pour autre chose que s'amuser ou faire du sport. Pauvre France !

« Vous trouvez le temps de travailler quand même ?

« Ben oui, nous avons quelques heures de liberté par jour. »

« Pauvre France ! Il fut un temps où l'on s'engageait pour autre chose que s'amuser ou faire du sport. Pauvre France !

« Vous trouvez le temps de travailler quand même ?

« Ben oui, nous avons quelques heures de liberté par jour. »

« Pauvre France ! Il fut un temps où l'on s'engageait pour autre chose que s'amuser ou faire du sport. Pauvre France !

« Vous trouvez le temps de travailler quand même ?

« Ben oui, nous avons quelques heures de liberté par jour. »

« Pauvre France ! Il fut un temps où l'on s'engageait pour autre chose que s'amuser ou faire du sport. Pauvre France !

« Vous trouvez le temps de travailler quand même ?

« Ben oui, nous avons quelques heures de liberté par jour. »

« Pauvre France ! Il fut un temps où l'on s'engageait pour autre chose que s'amuser ou faire du sport. Pauvre France !

« Vous trouvez le temps de travailler quand même ?

« Ben oui, nous avons quelques heures de liberté par jour. »



# PINAY

## boycotteur de l'échelle mobile

DES Folies-Bourbon à la Pouponnière du Luxembourg, les textes sur l'échelle mobile font la navette. En première, en seconde lecture, on biffé, on rature, on transforme le texte initial.

La déposition du projet de loi sur l'échelle mobile était loin d'avoir notre accord. D'abord, parce qu'il ne prévoyait pas comme clause essentielle l'établissement de la parité salaires-prix, et la non hiérarchisation dans son application.

Que va-t-il en sortir ? Un étrange salmigondis.

Ceux qui hier ont voté le texte au Parlement, le voteront-ils demain ? Ce n'est pas certain. Quelles que soient leurs décisions, elles n'apporteront pas à la classe ouvrière ce qu'elle désirait, ce qu'elle veut, ce qu'elle doit conquérir par l'action.

Cela permettra, sans aucun doute, de ne point compter sur l'action bénéfique des « représentants » ouvriers, illusions encore trop profondes.

L'échelle mobile, revendication ouvrière, est une brèche dans l'économie capitaliste. Une petite brèche, certes, mais son application dans les termes définis par les communistes libertaires, amenuise l'apport de profits exorbitants des tenanciers du régime d'exploitation.

Ce n'est pas parce que Pinay veut nous faire le coup de la baisse, que la classe ouvrière est disposée à abandonner cette revendication. Elle n'est nullement prête à la reléguer en seconde zone, attendu, que les bonzes des centrales syndicales seraient, eux, plutôt enclins à la faire.

L'unité d'action qui se réalise à la base, malgré les pontifes, malgré le sabotage des politiciens syndicaux, est le premier pas vers une action généralisée, vers la grève avec des buts strictement économiques.

Le flot monte. La marée pourrait bien balayer tous les faux capitaines.

La classe ouvrière exige l'échelle mobile, non pas celle travestie par ceux qui lui promettent beaucoup et ne lui apportent rien. Mais celle qui élèvera son niveau de vie présentement.

Nous sommes pour la revendication immédiate de l'échelle mobile parce que celle-ci a l'agrément de la classe ouvrière.

Les communistes libertaires sont solidaires de leur classe, de la classe ouvrière.

LIB.

### DANS LE TEXTILE

## La productivité accroît la misère des ouvriers

La capacité patronale qui pèse de plus en plus sur l'ouvrier, sous la forme scientifique de rationalisation du travail, est arrivée à son stade le plus cruel. Je ne parlerai ici que de son application dans l'industrie textile où dans la plus forte proportion ce sont les femmes qui en subissent les désastreuses conséquences ; quoique les hommes en soient également victimes dans son application.

Dans la majorité des entreprises cette rationalisation a pour base scientifique : le chronométrage, agrémenté de tarifs calculés en valeur point textile des plus complexes, ce qui met les ouvriers dans l'impossibilité de contrôler leur compte.

Il se produit donc cette chose des plus arbitraire et écoeurante : des ouvriers travaillant sans savoir comment ils se sont payés pour leur travail fourni.

Les chronométrages se font à la moindre constatation de hausse de la production et occasionne une diminution automatique des tarifs.

« Car les patrons ne veulent admettre sous aucun prétexte que cette augmentation de production constatée puisse venir d'un effort de l'ouvrier. Non ! Amélioration de la production signifie : meilleure qualité de matière ou technique, etc. ; les ouvriers n'ont pas à en profiter. »

Il se produit donc ceci dans la ma-

### Chez S.O.F.A.M.

A la S.O.F.A.M. où je travaille actuellement, la mentalité syndicale est bien basse. Je vais vous expliquer pourquoi. Dans cette usine, la Direction, non contente de faire travailler les ouvriers 48 heures et même 56 heures par semaine — certains ont même fait 24 heures consécutives — ou d'essayer de faire admettre des systèmes de primes — voir le « Lib. » du 22 février 1952, n° 303 — tente de faire baisser les salaires en substituant aux professionnels des ouvriers spécialisés qui sont payés moins cher, et en refusant aux ouvriers de faire un travail au-dessus de sa catégorie qui donnent raison au patron, car l'ouvrier avait mis trop de temps à faire une série de pièces. Les temps calculés pour ces pièces avaient été pris sur une machine équipée pour les faire vite. Cet ouvrier refuse alors de faire ces pièces et, écoeuré de l'appartie des délégués, donne son compte, qui fut aussi accepté par le chef du personnel Vespiere — ancien délégué lui-même.

A la suite d'une grève qui s'est terminée il y a 15 jours, la Direction augmente les salaires et donne 2 FRANCS AU MANŒUVRE ET 1 FRANC AU P.2. Les ouvriers s'étaient réunis pour discuter de ce qu'il fallait faire, et désiraient continuer à travailler, se virent refuser l'entrée de l'usine, et ces ouvriers sages et aimant les lois apprirent les flics, mal évidemment, ils ne purent retrouver que le lendemain — confus dans l'avvenir et leurs délégués en tête.

On est loin de ces délégués qui étaient dans la C.G.T. lors de sa fondation, et qui voyaient dans leur nomination plus un apostolat qu'une planque. Si les délégués, maintenant, ne sont plus capables d'en faire autant, qu'ils démissionnent. Les revendications seront mieux soutenues devant le patronat par les ouvriers qui n'auront plus ce boulet aux pieds à traîner.

JEAN-PIERRE (Correspondant).

### ESCRUERIE ?

Je suis allée faire mon marché dimanche matin, toute heureuse de savoir que les prix étaient baissés. Enfin, pensais-je « nous avons un Gouvernement » qui fait bien les choses. J'ai bien vite déchanté. Voici le prix de mes différents achats :

250 gr. de beurre ordinaire .....	Fr. 180
1 litre de vin 11° à la tireuse .....	63
1 pain (saucisson) .....	50
1 kg. rôti boeuf (aiguillettes) .....	720
1 gâteau millefeuilles .....	35
1 botte de cresson .....	30
1 kg. pommes de terre (anciennes) .....	22

Certes, il n'y a pas d'augmentation mais où est la baisse ? Monsieur Pinay ?

Vos promesses ? Unabus de confiance !

Vos lois le répriment, Monsieur Pinay !

La ménagère du XVIII<sup>e</sup>.

que l'ouvrier produit pourraient l'amener à améliorer son salaire de 10, 20 ou 30 %. Mais comme immédiatement à toutes hausses constatées un nouveau chronométrage étant effectué et un nouveau tarif appliqué (et les variantes pouvant se trouver à l'infini dans le textile) autant dire que les ouvriers ne s'y connaissent plus.

Mais constatent soit pour un travail identique une baisse de salaire, soit pour une production plus forte une augmentation de salaire nettement inférieure comparativement au travail effectué. La raison en est bien simple, avec cet imbroglio les ouvriers ou les ouvrières arrivent à fournir une somme de travail qui peut atteindre 85 % à 95 % de l'activité totale ce qui fait une hausse de 25 % à 35 % du tarif syndical de base et ne constate qu'une augmentation de salaire de 10 % à 15 % seulement.

Et voilà, le tour de passe-passe est joué...

Quelle fut la réaction chez les travailleurs ?

Chez les hommes un peu plus de combativité et bien menés des résultats furent obtenus, mais dans certaines boîtes on s'est contenté de mettre les bouchées doubles. C'est tout simplement navrant. Comme l'animaux, l'homme a répondu au coup de fouet. Pourquoi ?

Parce qu'il faut reconnaître que malheureusement il y a parmi les hommes des individus qui seuls l'épithète de salaud leur va à merveille, qui l'entraînent à leur suite une autre catégorie de dégénérés « les peureux ».

Le mouvement était lancé ! Penché sur leur travail ce ne sont plus des hommes, mais des bêtes de somme.

### AMI LECTEUR, deviens correspondant du "LIB"

Dans l'entreprise où tu travailles, dans la localité où tu vis, il se produit chaque jour quelque événement intéressant la collectivité. Une lettre, une phrase, une ligne à notre adresse : 145, quai de Valmy, et nous serons au courant de ce qui se passe dans ton entre-

prise ou dans ta localité. Le Libérateur ou bien la Fédération anarchiste, les lecteurs de notre journal ou bien les militants seront informés. Tu nous aideras ainsi dans notre lutte !

LIB.

# LE LIBERTAIRE

## ORGANE DE LA FEDERATION ANARCHISTE

### L'usine aux ouvriers :: La terre aux paysans

Les prolos parlent aux prolos

## UN CLIMAT D'OPPRESSION

UNIVERS de cheminées, de gazomètres, de rues noires, couloirs souvent entre deux murs hostiles, les taudis, les bas salaires et l'implacable tristesse qui pèse sur ces lieux où des hommes vivent en foule au pied des usines monstrueuses ne forment que l'aspect matériel de la condition prolétarienne ; de notre condition.

Il faut pénétrer dans l'usine, vivre au cœur même de ces entreprises créées par nos mains pour se rendre compte qu'une oppression toute morale, certes, mais combien rigoureuse, provoque en nos coeurs un sentiment que nul sociologue bourgeois n'a jamais éprouvé, un sentiment que nul ne connaît si n'a été lui-même un certain temps prolétaire.

L'hostilité du milieu technique n'est pas seulement dû au travail mécanisé, automatique, au bruit infernal, à la création inconsciente qui est la rançon du fractionnement d'un tout poussé

à l'extrême, de la poussière, du cambouis, de la fatigue, de la monotony exaspérante que provoque la vue du même engrenage, du même arbre à came tournant à la même cadence, pendant des heures et des heures qui n'en finissent plus. Non. Mais tout cela ajoute encore et pèse d'un poids terrible sur cette invraisemblable anomalie qui fait de nous les éléments les moins importants de l'usine. Il n'y a qu'à ouvrir le portail ou donner un coup de téléphone : du matériel humain il y en a plein les rues ! Dès qu'il arrive, on lui dit : « Vous avez ceci et cela à faire ». C'est tout. Et le voilà derrière une « bêcane », petit, invisible presque, dévoré par les billes, les presses, les câbles, ahuri par le tintamarre, apeuré, seul, abandonné en tant qu'homme. Mais surveillé de près en tant qu'O.S. qui, machine de chair et de sang qui doit parler, qui ne doit pas s'arrêter, ni parler (en hurlant) au compagnon de chaîne.

Entre nous et les « blouses blanches » aucun contact. L'ingénieur, le technicien a tout à fait oublié que la machine est servie par un humain. Il ne connaît que la machine ; il s'en approche, l'examine, sort son compéteur, réfléchit un moment, s'éloigne. L'homme, qui s'était reculé, repend sa place. Deux mondes. Deux classes, plus précisément : le prolétariat et le petit-bourgeois qui sont en général les cadres.

Eux sont en haut. Nous, en bas. Car nous ne sommes que des O. S., c'est-à-dire rien moins qu'un boulon. Pourtant on n'a pas oublié que malgré tout nous restons des hommes, qu'il faut nous surveiller. Car enfin, voici une usine qui vaut une prodigieuse fortune, elle est peuplée par des centaines d'ouvriers, de gens qui peuvent casser, saboter, voler... La surveillance, donc, doit être extrêmement sévère, méticuleuse, les interdictions nombreuses, le règlement très étudié.

Les ouvriers représentent, pour la société industrielle, un perpétuel danger. On les numérote, on les classe grâce à une hiérarchie arbitraire : les OS-1, OS-2, P-1, P-2, P-3, qui provoque la compétition qu'avivent les primes, les gratifications diverses. A l'extérieur, l'œuvre de division est reprise en main par une collection de charlatans de la politique et du syndicalisme. Derrière ceux-ci se profile l'ombre du flic ; ils sont les domestiques du patronat et de l'Etat. Leur rôle est de tenir en tutelle ce prolétariat à qui l'on n'accorde jamais qu'un indigne espoir alimentaire ; à qui l'on offre toujours les « valeurs » afin qu'ils se persuadent qu'une « loi naturelle » les oblige à l'obéissance passive et que ne s'abolisse pas l'adoration des chefs qui fait des Etats puissants et la fortune des patrons.

Le milieu d'usine est la réplique sans pudeur du milieu social. Aucun dégradé ne nous sépare des privilégiés : ingénieurs, directeurs, qui ont leurs voitures rangées dans la cour. Les actionnaires sont loin... Eux sont là. Ils sont nos exploiteurs de fait. Et nos surveillants, nos flics. Ils sont les gardes-chiourme les plus intelligents, les plus efficaces du patronat. Nous ne sommes, en effet, plus que des accessoires de machines, nous devons les suivre. Si nous flétrissons, la production ralentit. Alors, on change l'accessoire, nous retrouvons notre liberté. La seule que nous connaissons : celle de crever de faim.

De fait, une sourde crainte règne sur ces lieux. Et cette usine qu'un souffle colossal anime jour et nuit, cette usine que nous avons bâtie, qui crée des richesses pour monceaux, qui serait morte sans nous, est notre prison. Elle nous domine, elle a raison de nous. Jamais un chant n'a retenti, la joie y est inconne, on la jugerait insolite. Notre seul et fervent espoir, chaque jour renouvelé, est le coup de sirène libérateur. Il nous pousse, troupeau désordonné, vers le portail béant, vers là-bas, vers la rue. La rue triste et sale. Et puis, demain matin, au petit jour, en longues files silencieuses, nous nous retrouverons aux mêmes

endroits, hâties, courbés, écourvés, à la pensée des heures, de ces heures maudites qui ne passent plus, qui se figent au cadran et que nous allons subir.

Notre travail, source de toute prospérité, n'est pour nous qu'une malédiction. Il nous déshumanise alors que, au contraire, il devrait nous éléver, nous grandir. Nous verrons pourquoi, très prochainement.

ERIC-ALBERT.

### LE COMBAT OUVRIER

## Grèves en Italie

DEPUIS un mois environ, les travailleurs italiens ont intensifié leur lutte.

Grèves de harcèlement, débrayages répétés, grèves générales de corporation sont les armes qu'ils utilisent de plus en plus pour lutter contre le chômage grandissant, les salaires de misère, le trop grand nombre d'heures. Ces mouvements sont le fait de dizaines de milliers d'ouvriers de toutes appartenances syndicales.

A Gênes, chez Ansaldi, les travailleurs agissent contre le licenciement de 600 des leurs pour « raisons d'économie ». Vendredi dernier, une grève générale des miniers eut lieu. Les métallurgistes de Florence, de Livourne, de Gênes, de Trieste se sont, eux aussi, mis en grève.

Les ouvriers des compagnies pétrolières luttent déjà pour la signature d'un contrat collectif entre eux et leurs compagnies.

De même les immenses usines de pneus Pirelli et Michelin sont en ébullition.

Pour nos camarades d'Italie les problèmes économiques et sociaux se posent avec plus d'acuité encore que pour nous-mêmes.

Ils ont en effet à lutter contre l'accroissement d'un chômage déjà immense et contre des conditions de vie pires que celles qui nous sont imposées.

8.

### LE COMBAT PAYSAN

## Coup de force des gros fermiers du Nord

UN Congrès national des fermiers et métayers qui vient de se tenir à Paris, les 11 et 12 mars, au siège de la C.G.A., 8 fédérations du sud-ouest sont exclues. 50 départements étaient représentés par 120 délégués environ. On sait que les fermiers et métayers représentent le tiers des exploitants de France ? Au dernier recensement (celui de 1946), leur nombre s'élevait à près de 700.000 sur 2.160.000 exploitants.

La situation matérielle de ces 700.000 familles paysannes est aujourd'hui encore plus critique que celles des autres exploitants, car en plus des difficultés que connaissent les autres cultivateurs du fait de la politique de guerre de nos dirigeants, disparité des prix industriels, et base de la première journée du congrès, le président de l'organisation nationale des fermiers et métayers, sous prétexte que les fédérations de ces départements étaient en conflit avec la Fédération nationale des syndicats d'exploitants dirigée par M. Blondelle. Etant donné que l'exclusion de ces départements était tout de même difficile à faire accepter, on a décidé en fin de compte qu'elles seraient maintenues au sein de la Fédération nationale pendant un an, mais qu'elles n'auraient pas de représentants au sein du Conseil d'administration. Ainsi, l'objectif est atteint : on se réserve d'empêcher les cotisations et ce sont les gros fermiers capitalistes qui dirigeront désormais l'organisation nationale des preneurs. On a assisté, au contraire, à une offensive de quelques gros fermiers capitalistes du Nord de la France afin de détruire l'unité de l'organisation nationale et d'écartier les directions des fermiers et métayers. C'est pourquoi, au cours de la première journée du congrès, le président à manœuvre pour exclure toute une série de Fédérations départementales de fermiers et métayers, sous prétexte que les fédérations étaient en conflit avec la Fédération nationale des syndicats d'exploitants.

On a assisté, au contraire, à une offensive de quelques gros fermiers capitalistes du Nord de la France afin de détruire l'unité de l'organisation nationale et d'écartier les directions des fermiers et métayers.

Les fermiers et métayers. Par exemple : les fédérations départementales du nord de la France où cependant les sections locales de fermiers sont inexistantes avaient fait des versements massifs de cotisations, 2.400.000 fr., à l'organisation nationale la veille du congrès pour obtenir la majorité des mandats et réaliser ainsi leur opération de division.

Le but de ces manœuvres est évidemment de transformer la section nationale des fermiers et métayers en une officine pro-gouvernementale et de tenter d'empêcher ainsi les preneurs d'exprimer leur mécontentement. Mais cette manœuvre n'atteindra pas son but.

Les fédérations départementales des fermiers et métayers sont dans leur majorité dirigées par authentiques preneurs, des militants paysans qui ont fait leurs preuves.

Grâce à ces directions départementales, grâce aux innombrables sections locales, la lutte des preneurs va encore s'accentuer pour la défense et l'amélioration du Statut du fermage.

Camarades paysans, l'heure est grave. Unissons-nous, renforçons nos syndicats départementaux pour qu'au prochain congrès nous puissions écraser les gros capitalistes agraires.

### F. DUMAS n'est plus

La Départementale C.N.T. du Tarn porte à la connaissance des camarades C.N.T. et des militants de la F.A. l